



HAL
open science

Pour une ‘Indonésie Âge d’or 2045’, la poursuite d’une grande entente ?

Gabriel Facal

► **To cite this version:**

Gabriel Facal. Pour une ‘Indonésie Âge d’or 2045’, la poursuite d’une grande entente ?. Gabriel Facal; Jérôme Samuel. L’Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives, Institut de recherche sur l’Asie du Sud-Est contemporaine, pp.192 - 219, 2024, 10.4000/books.irasec.8602 . hal-04563779

HAL Id: hal-04563779

<https://hal.science/hal-04563779v1>

Submitted on 19 Nov 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.)

L'Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

Indonésie

Pour un « Âge d'or Indonésie 2045 », la poursuite d'une grande entente ?

Indonesia. For a "Golden Indonesia 2045", the continuation of a great agreement?

Gabriel Facal

DOI : 10.4000/books.irasec.8602

Éditeur : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

Lieu d'édition : Bangkok

Année d'édition : 2024

Date de mise en ligne : 6 mars 2024

Collection : Asie du Sud-Est

EAN électronique : 978-2-35596-076-5



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

FACAL, Gabriel. *Indonésie : Pour un « Âge d'or Indonésie 2045 », la poursuite d'une grande entente ?* In : *L'Asie du Sud-Est 2024 : bilan, enjeux et perspectives* [en ligne]. Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2024 (généré le 08 mars 2024). Disponible sur Internet : <<https://books.openedition.org/irasec/8602>>. ISBN : 978-2-35596-076-5. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.irasec.8602>.

Le texte seul est utilisable sous licence . Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Indonésie

Pour un « Âge d'or Indonésie 2045 », la poursuite d'une grande entente ?

Gabriel Facal

L'Indonésie a publié cette année son plan de développement pour atteindre les objectifs d'une « Indonésie en or 2045 »¹, dont le déménagement de la capitale à Kalimantan, nommée Nusantara, est une pièce maîtresse (inauguration prévue pour le 17 août 2024, anniversaire de l'indépendance). Basé sur l'intensification de la productivité, avec des filières clés comme celle du nickel et les industries d'aval pour le transport électrique, le plan s'appuie aussi sur une flexibilisation du travail, la spécialisation de l'enseignement supérieur pour répondre aux besoins de l'industrie, et la poursuite des investissements infrastructurels pour plus de connectivité entre les îles. Souvent hors-sols et projetées vers une plus grande intégration économique mondiale, les projections du ministère pour le Développement et la planification (BAPPENAS) ne résonnent que peu avec les discours, peu programmatiques, des candidats en lice pour la prochaine élection présidentielle le 14 février 2024. Pour préparer cette échéance, le président sortant, Joko Widodo (dit Jokowi), déploie une stratégie d'alliances de partis visant à répliquer le jeu d'équilibres qu'il a mis en place via sa méga-coalition en 2019. Mais on ne peut prédire si, à l'issue du scrutin, ses alliés de circonstance ne (re)deviendront pas des adversaires du progressisme qu'il a voulu, un temps, incarner.

¹ « Indonesia Emas 2045 » [Âge d'or Indonésie 2045] (<https://indonesia2045.go.id/>). 2045 marquera le centenaire de l'Indépendance indonésienne.

Élections de 2024 : des calculs électoralistes à défaut de programmes politiques

Une campagne animée et très suivie

L'année 2023 a été rythmée par les déclarations d'intention, puis de candidature, pour l'élection présidentielle. Trois coalitions se sont enregistrées auprès de la Commission électorale (KPU).

Dans la coalition des Parti démocratique indonésien de lutte (PDIP), Parti de l'unité et du développement (PPP), Parti indonésien uni (PERINDO) et parti de la Conscience du peuple (Hanura), l'ancien gouverneur de Java Centre Ganjar Pranowo (2013-2023) sera en lice avec Mahfud MD, ministre coordinateur des Affaires politiques, juridiques et sécuritaires. Le ticket sera soutenu par Megawati Soekarnoputri, présidente du PDIP, le parti du président sortant Joko Widodo, très populaire dans les provinces de Java Centre et Java Est. Le binôme, initialement favori, a vu sa cote chuter au fil des mois, au gré des manœuvres de Jokowi pour s'assurer une succession dynastique via l'alliance entre son fils aîné et Prabowo Subianto (cf. *infra*). Le camp de Pranowo a concentré ses efforts de campagne sur la sécurisation du vote des partisans de Jokowi, l'électorat de Java Centre, les « îles extérieures » où le PDIP a des bases solides (Lampung, Bali, Kalimantan Ouest et Nusa Tenggara Est), ainsi qu'auprès des segments progressistes de la plus grande organisation islamique d'Indonésie, le Nahdlatul Ulama (NU), qui revendique quelque 40 millions de membres.

Dans la coalition AMIN (« Amen », mais aussi contraction de Anies-Cak Imin, surnom donné à Muhaimin Iskandar), on compte le parti National démocrate (Nasdem), le Parti de la justice et de la prospérité (PKS), et le Parti de l'éveil national (PKB). Anies Baswedan, ancien gouverneur de Jakarta (2017-2022), sera en lice avec Muhaimin Iskandar, président du PKB. Parti islamique majeur, le PKB entretient des liens étroits avec les segments conservateurs du NU. Les deux membres du binôme, clairement identifiés comme pro-musulmans, sont aussi soutenus par la grande organisation moderniste Muhammadiyah et par les prédicateurs-influenceurs sur Instagram, comme Abdul Somad. Le binôme peine à mobiliser des sympathisants au-delà de Java et du bassin électoral islamique, lequel comporte un ensemble de nuances (nationalistes, régionalistes, libérales) aussi représentées par les candidats rivaux. Le contexte international (guerre Israël-Hamas) lui permet toutefois de consolider le vote musulman conservateur ; les polémiques

suscitées par les manœuvres collusives du clan Jokowi canalisent le vote de repli centriste ; et Baswedan cultive son image de technocrate réformateur et libéral, positionnant désormais AMIN au coude à coude avec le ticket Pranowo-MD².

Enfin, la Coalition pour une Indonésie de Progrès (Koalisi Indonesia Maju, KIM) est menée par Prabowo Subianto, avec comme binôme le fils aîné de Jokowi, Gibran Rakabuming Raka, dit Gibran, maire de Surakarta. Les deux candidats bénéficient d’immenses ressources économiques et de puissants soutiens dans les régions, au sein des élites économiques et politiques, et auprès des personnalités religieuses qu’ils ont courtisées durant la campagne³. Parmi les neuf partis soutiens, les plus importants sont le parti du Mouvement de la grande Indonésie (Gerindra), le parti des Groupes fonctionnels (Golkar), le Parti du mandat national (PAN), le Parti démocrate (PD) et le Parti de la lune et de l’étoile (PBB) – pour un total de 46 % des sièges au Parlement. Que ce soit en totalisant le nombre de sièges représentés par les coalitions ou en additionnant le nombre d’électeurs à la dernière présidentielle, la coalition portée par Subianto arrive largement en tête des calculs. Les sondages aboutissent aux mêmes différentiels (Subianto-Gibran : 43,1 % ; Baswedan-Iskandar : 26,8 % ; Pranowo-MD : 20,10 % ; 10 % d’indécis)⁴. L’issue d’un éventuel second tour reste incertaine mais une victoire en un seul tour est peu probable, requérant l’obtention de la moitié des voix (50 % + 1) et une victoire dans au moins 20 des 33 provinces.

Face aux calculs électoralistes qui permettraient au président Jokowi de conforter, à en croire les sondages, sa succession, nombre de voix pro-démocrates s’insurgent des manquements éthiques de leur ancien champion. Ce dernier conserve néanmoins une grande popularité, avec 79,1 % d’opinions favorables fin novembre⁵.

² Irman G. Lanti et Adhi Priamarizki, « Anies Baswedan and the 2024 presidential election: preserving the right, capturing the middle », *IDSS Papers*, n° 86, 29 novembre 2023.

³ Andika Dwi, « Struktur Lengkap Tim Pemenangan Prabowo - Gibran, Ada Pengusaha, Politikus Hingga Jenderal » [Structure complète de l’équipe gagnante Prabowo-Gibran : des entrepreneurs, des politiciens et même des généraux], *Tempo.co*, 7 novembre 2023.

⁴ « 8 Hasil Survei Terbaru Pilpres 2024: Anies Vs Prabowo Vs Ganjar » [Huit derniers résultats des sondages sur l’élection présidentielle de 2024], *CNBC Indonesia*, 10 janvier 2024 (<https://www.cnbcindonesia.com/news/20240109214543-4-504276/8-hasil-survei-terbaru-pilpres-2024-anies-vs-prabowo-vs-ganjar>).

⁵ Surya Lesmana et Syukri Rahmatullah, « Popularitas Jokowi Tetap Tinggi Meski Dihantam Bertubi-tubi » [La popularité de Jokowi reste élevée malgré de nombreux coups durs], *Berisatu.com*, 6 décembre 2023.

Stratégies pour infléchir les allégeances partisanses et les réglementations des scrutins

La saga des candidatures a été marquée par différentes manœuvres. Le 17 juillet, Jokowi installe dans leurs nouvelles fonctions six conseillers présidentiels et ministres délégués, ainsi qu'un ministre, Budi Arie Setiadi, à la tête de la Communication et de l'informatique (KOMINFO). Il prend la place de Johnny G. Plate après que ce dernier a été destitué de ses fonctions dans le cadre d'une enquête pour corruption – détournement des fonds du programme d'installation de stations émettrice-réceptrices 4G dans les régions isolées, pertes estimées à plus de 500 millions \$ US⁶. La nomination de Setiadi, ancien coordinateur de « Projo », groupe de soutien à Jokowi, est critiquée comme relevant d'un calcul électoral visant à capter les voix du PDIP via ce cadre du parti⁷.

Mais c'est surtout la candidature de Gibran aux côtés de Subianto qui suscite d'intenses débats sur l'éthique en politique⁸. En effet, à travers une réforme législative adoptée le 16 octobre, le juge de la Cour constitutionnelle, Anwar Usman (également époux de la sœur cadette de Jokowi) prend l'initiative de publier un arrêt modifiant les conditions électorales en faveur de Gibran afin qu'il puisse se présenter à la vice-présidence de la République malgré son jeune âge (36 ans). L'âge minimum pour se présenter passe de 40 à 35 ans et une clause spéciale exige qu'au moins un mandat de maire ait été réalisé. Le 8 novembre, Usman est démis de ses fonctions par le Conseil d'éthique de la Cour constitutionnelle pour violation grave du code d'éthique, mais ce limogeage ne remet pas en question l'éligibilité de Gibran.

Face à ces manœuvres politiciennes, les programmes sont difficilement audibles. Tout juste les différents débats donnent-ils l'occasion aux trois candidats de réitérer leurs affinités thématiques : concorde nationale pour Pranowo, piété et solidarité islamiques chez Baswedan, et enjeux de souveraineté et de défense pour Subianto. Chacun des cinq débats (deux en décembre, deux en janvier, un en février) est thématiqué, dans l'ordre : politique intérieure, économie, politique internationale, développement, affaires sociales.

Du côté des élections législatives, qui se dérouleront le même jour que la présidentielle (et que les sénatoriales), plusieurs partis ont visé à infléchir en leur

⁶ Yerica Lai, « Minister's arrest sparks rush to find replacement », *The Jakarta Post*, 20 mai 2023.

⁷ Erwida Maulia, « Jokowi names new communications minister amid graft case », *Nikkei Asia*, 17 juin 2023.

⁸ « Activists Sue Jokowi, KPU, Anwar Usman in Gibran-Related Unlawful Conduct », *Tempo.co*, 10 novembre 2023.

faveur les conditions de déroulement des scrutins. Le 17 janvier, le Parti démocrate, dirigé par Agus Harimurti Yudhoyono (fils de l'ancien président Susilo Bambang Yudhoyono), s'oppose à la requête déposée par un membre du PDIP visant à rétablir un système de liste fermée pour les législatives. Selon Yudhoyono, cette résolution priverait le public d'informations sur les candidats, alors élus par les partis gagnants et non plus par les citoyens⁹. La Cour constitutionnelle rejette d'ailleurs cette demande de changement, craignant qu'un système fermé ne facilite « l'achat de nominations ».

Par ailleurs, la question des exécutifs régionaux est âprement débattue. En effet, depuis fin 2022 (loi de 2016) et jusqu'aux élections de novembre 2024 plus aucune élection n'est organisée. Les élus à la tête de ces exécutifs qui ont terminé leur mandat sont remplacés par des représentants présélectionnés par les parlements locaux, une liste au sein de laquelle le ministère de l'Intérieur, puis le président, font leur choix. Celui-ci fait souvent fi des recommandations des parlements et c'est de toute façon le ministère (dont la majorité des gouverneurs sont par ailleurs désormais issus) qui évalue ensuite la performance des nommés. Ces derniers dirigent plus de la moitié des provinces, départements et villes du pays¹⁰.

Un encadrement défaillant des mécanismes de collusion et de corruption

Ces manœuvres visant à outrepasser les cadres légaux ou à les infléchir résonnent pour les Indonésiens avec une corruption chronique, érodant la confiance dans les représentants et les institutions. Cette année encore, de nombreux cas ont scandé l'actualité, concernant tout d'abord la corruption des administrateurs et des représentants de l'État. Une enquête est par exemple ouverte en mai par un groupe de travail du ministère de la Coordination des affaires légales, politiques et sécuritaires afin d'investiguer sur des transactions suspectes au ministère des Finances. Celles-ci totalisent un montant de 23,2 milliards \$ US et incluent l'importation de lingots d'or d'une valeur de plus de deux milliards \$ US¹¹.

⁹ Yericia Lai, « Closed-list system may give PDI-P edge over rivals », *The Jakarta Post*, 16 janvier 2023.

¹⁰ Ian D. Wilson, « Indonesia's Appointed Leaders and the Future of Regional Elections », 16 août 2023, [fulcrum.sg, https://fulcrum.sg/indonesias-appointed-leaders-and-the-future-of-regional-elections/](https://fulcrum.sg/indonesias-appointed-leaders-and-the-future-of-regional-elections/).

¹¹ A. Muh. Ibnu Aqil, « Suspicious transactions task force ready to work: Mahfud MD », *The Jakarta Post*, 7 mai 2023.

La corruption touche aussi le secteur privé. En septembre, le Bureau du procureur général met en examen la directrice des opérations de l'entreprise Bukaka Teknik Utama, Sofia Balfas. Elle est soupçonnée d'avoir truqué d'un appel d'offres pour la construction de la section II de la route à péage surélevée Muhammad Bin Zayed, dans l'ouest de Java¹². L'entreprise appartient à la famille de l'ancien vice-président Jusuf Kalla (2004-2009 ; 2014-2019).

La KPK, Commission d'éradication de la corruption, est elle-même sous le coup de différentes enquêtes. Ce n'est pas la première fois qu'elle fait l'objet de telles enquêtes, parfois pour des motifs politiques et pour servir des intérêts privés¹³. Cette fois-ci, cinq de ses dirigeants, dont le président Firlri Bahuri et le secrétaire général Cahya Harefa sont interrogés pour violations présumées des règles d'éthique internes¹⁴. Une seconde affaire implique plus individuellement Bahuri, concernant des allégations d'extorsion à l'encontre de l'ancien ministre de l'Agriculture, Syahrul Yasin Limpo, soupçonné antérieurement d'avoir reçu des fonds illicites (885 000 \$ US) de la part de deux subalternes. Limpo, qui démissionne le 6 octobre¹⁵, est le sixième ministre à être sous le coup d'affaires judiciaires depuis le début du second mandat de Jokowi en 2019.

Ces affaires plombent un peu plus le mauvais classement de l'Indonésie dans l'Indice de perception de la corruption. Le score du pays¹⁶ chute de quatre points cette année, le reléguant au 110^e rang sur 180 pays. Diverses dispositions sont prises pour contrer cette rétrogradation, comme l'adoption d'un projet de loi sur la confiscation des avoirs résultant d'infractions pénales et une réflexion sur la mise en place d'un règlement limitant les transactions monétaires¹⁷.

Poursuite de l'essor géopolitique

Face à la perspective du vieillissement de la population, aux dégradations environnementales et à l'épuisement avancé des ressources du pays en charbon, gaz

¹² News Desk, « AGO names executive of Kalla-linked Bukaka as graft suspect », *The Jakarta Post*, 20 septembre 2023.

¹³ Nur Janti, « Ethics probe into five KPK leaders begins », *The Jakarta Post*, 13 avril 2023.

¹⁴ « Dismissed cop takes fight to ex-bosses at Indonesia anti-graft panel », *The Star*, 5 avril 2023.

¹⁵ Sebastian Strangio, « Indonesia's Ex-Agriculture Minister Arrested on Accusations of Corruption », *The Diplomat*, 13 octobre 2023.

¹⁶ Cf. dans ce volume, « Indicateurs-clés ».

¹⁷ Ricky Mohammad Nugraha, « President Calls for Asset Forfeiture Bill to Be Passed as Law », *Tempo.co*, 8 février 2023.

et hydrocarbures, le ministère du Développement et de la planification a élaboré un plan (« Âge d'or Indonésie ») 2025-2045, visant à positionner le pays parmi les 15 pays les plus influents au monde (actuellement 34^e rang¹⁸). Les principes de politique étrangère élaborés par l'Indonésie y concernent avant tout la souveraineté : politique étrangère libre et active ; satisfaction autonome des besoins industriels fondamentaux ; intégration des chaînes de production régionale et globale ; modernisation de la marine. Le pays veut aussi afficher une formulation participative des politiques de développement et se présente comme moteur de la démocratie en Asie du Sud-Est.

Enhardissement sur le front des latéralismes

Ces ambitions ne sont pas totalement démesurées et les gigantesques ressources nationales en matières premières, surtout minières, expliquent l'intérêt des Chinois pour investir en Indonésie dans le développement infrastructurel et l'exploitation des ressources naturelles. En 2023, Pékin annonce près de 67 milliards \$ US d'investissement pour décongestionner Jakarta et contribuer au développement de la filière des batteries électriques à partir du nickel.

En comparaison, les États-Unis sont peu présents. Ils n'investissent que 700 millions \$ US en 2023 dans le cadre d'un plan quinquennal et Joe Biden se fait remarquer par son absence à la réunion ASEAN-US en septembre. Il félicite tout de même Jokowi pour son action diplomatique lors du G20 à New Delhi le 10 septembre, et réitère ses louanges le 13 novembre lors de leur rencontre à la Maison-Blanche. Les deux chefs d'État conviennent de renforcer leurs relations et de coopérer dans divers domaines tels que le climat, l'énergie et la défense, faisant évoluer leurs relations vers un « partenariat stratégique global »¹⁹. Leur prochaine rencontre doit se tenir à San Francisco pour le sommet de l'APEC en février 2024.

Jakarta poursuit aussi sa stratégie de diversification des partenariats avec les pays en développement. Jokowi participe à la rencontre ministérielle du mouvement des non-alignés (NAM) en juillet, avant de se lancer dans une tournée africaine (Afrique du Sud, Kenya, Tanzanie et Mozambique), dans la foulée du Sommet des BRICS à Johannesburg (22-24 août), relançant les débats autour d'une potentielle

¹⁸ « Global Power Index 2023 » (<https://pareto-economics.com/global-power-index/>).

¹⁹ Ken Moriya Su, « U.S. and Indonesia upgrade ties with eye on critical minerals pact », *Nikkei Asia*, 13 novembre 2023.

intégration de l'Indonésie au groupe. Promouvant « l'esprit de Bandung et la coopération dans le Sud global », mais sans proposition concrète sur la nature de cette coopération, les protocoles d'accord signés indiquent qu'il s'agit surtout de développer les filières industrielles d'aval à partir de nouveaux marchés d'exportation (huile de palme, produits pharmaceutiques) et en accédant à des minerais essentiels à la fabrication des batteries et véhicules électriques²⁰.

Cette voix du Sud est de nouveau portée lors de la 78^e Assemblée générale des Nations unies le 20 septembre. Les diplomates indonésiens y relaient les déclarations de la ministre des Affaires étrangères Retno Marsudi deux jours plus tôt lors du Sommet des ODD, regrettant un ordre mondial injuste pour les pays en développement. Son propos reçoit un écho dans le discours d'ouverture du Secrétaire général António Guterres²¹.

Présidence de l'ASEAN 2023

Jakarta joue sa carte en tant que présidente de l'ASEAN, tout d'abord en parrainant l'adhésion du Timor-Leste à l'Association. À ce titre, le président Joko Widodo reçoit en février le Premier ministre est-timorais, Taur Matan Ruak, afin de réitérer les engagements réciproques en matière de coopération économique. En fin d'année, les deux pays parviennent au terme de négociations entreprises depuis l'indépendance est-timoraise en 2002, et un accord formel doit être signé début 2024²².

L'Indonésie organise le 42^e Sommet de l'ASEAN à Labuan Bajo (Nusa Tenggara Est, 9-11 mai) puis, juste avant qu'elle n'accueille le 18^e East-Asia Summit (7 septembre), se tient le 43^e Sommet de l'ASEAN (5-7 septembre) à Jakarta. Les deux points saillants de l'ordre du jour y sont le Consensus en cinq points au sujet du Myanmar²³ et la mise en œuvre de l'ASEAN Outlook on the Indo-Pacific²⁴. S'emparant du dossier birman, Retno Marsudi crée un Bureau de l'Envoyé

²⁰ Erwida Maulia, « Indonesia's Jokowi deepens Global South ties in Africa tour », *Nikkei Asia*, 24 août 2023.

²¹ Yvette Tanamal, A. Muh. Ibni Aqil, « Indonesia seeks to strengthen fragmented Global South in weeklong UNGA », *The Jakarta Post*, 20 septembre 2023.

²² Cf. dans ce volume, Christine Cabasset, « Timor-Leste. Crise birmane et ASEAN, Australie et grands projets gaziers : une actualité géopolitique et géoéconomique chargée ».

²³ Cf. Tim Gascon, 2023, « Birmanie. Du coup d'État à la guerre civile », in Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2023. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, p. 137-165 (p. 149).

²⁴ « 43rd ASEAN Summit and related summit », ASEAN (<https://asean.org/43rd-asean-summit-and-related-summits/>).

spécial pour la Birmanie pour mettre en place un dialogue élargi (NUG, SAC, ONU, UE, etc.) de façon discrète²⁵. Une affaire soulève par ailleurs des inquiétudes, lorsqu'une coalition d'organisations de défense des droits humains et l'ancien procureur général saisissent la Commission nationale des droits de l'Homme (Komnas HAM) pour enquêter sur des ventes d'armes présumées à la junte de la Birmanie. Trois entreprises publiques indonésiennes sont visées : l'industriel de l'armement Pindad, le constructeur naval PAL et le fabricant d'avions Dirgantara Indonesia. Elles nient toute transaction, n'excluant pas que les armes aient été revendues à la junte par un de leurs clients²⁶.

Diversification des partenariats militaires

En janvier 2023, Jakarta annonce sa candidature prochaine comme membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies pour 2029-2030. Elle a déjà siégé à ce poste à quatre reprises entre 1974 et 2020. Parallèlement, le pays poursuit l'effort de modernisation de l'armement lancé en 2009 et accéléré depuis 2019 avec la nomination de Subianto comme ministre de la Défense. Avec près de 8,8 milliards \$ US, celui-ci dispose de la plus grande part (environ 4,3 %) du budget total du pays pour 2023. L'Indonésie s'efforce de pondérer sa dépendance vis-à-vis de ses fournisseurs traditionnels (États-Unis, Russie, Europe) et d'atteindre plus d'autonomie industrielle en matière de défense. Ainsi en août, Subianto annonce l'achat de 12 drones de combat turcs pour un montant de 300 millions \$ US.

Dans un contexte de tensions régionales, l'archipel poursuit l'intensification d'exercices militaires conjoints, des signaux de souveraineté envoyés tant à la Chine qu'aux autres partenaires, puisqu'ils sont l'occasion d'afficher sa doctrine de diplomatie libre et active. Un accord de défense est signé en janvier avec Singapour. En juin se déroule le premier exercice militaire conjoint de l'ASEAN, initialement prévu près de la mer de Chine méridionale et finalement déplacé dans le sud de la mer de Natuna, dans les eaux indonésiennes. Fin août, un « Super Garuda Shield », l'exercice bilatéral mené avec les États-Unis, est reconduit avec la présence de sept pays partenaires ou observateurs. L'année est aussi marquée par l'envoi d'un navire

²⁵ Cf. dans ce volume, Tim Gascon, « Birmanie. Le temps du doute pour la junte ? ».

²⁶ « Dugaan Staf Erick soal Senjata Buatan BUMN Bisa Jatuh ke Junta Myanmar » [Le personnel d'Erick affirme que les armes fabriquées par les entreprises publiques pourraient être tombées entre les mains de la junte du Myanmar], *CNN Indonesia*, 26 octobre 2023.

de guerre dans le nord de la mer de Natuna du Nord afin de surveiller la présence de garde-côtes chinois près d'un champ gazier du bloc Tuna²⁷.

Continuation des grands projets de développement

Le pays accuse une croissance affaiblie du PIB (4,94 % en juillet-septembre, contre 5,3 % en 2022) liée à une diminution des exportations et la baisse mondiale du prix des matières premières²⁸. Au-delà de ces infléchissements conjoncturels, l'Indonésie bénéficie d'un horizon prometteur, avec la transition mondiale pour la décarbonation des énergies via notamment l'électrification des transports. Dans cette perspective, Jakarta lance le 26 septembre une bourse du carbone, dont la valeur pourrait atteindre plus de 3 000 trillions d'IDR (192 milliards \$ US)²⁹. Cet effort d'intégration dans le marché mondial se manifeste aussi par la demande d'adhésion, formulée en septembre, à l'OCDE³⁰.

Une ambition d'intégration économique et des mesures protectionnistes sélectives

Le pays reste dans une logique de diversification, par exemple en accroissant le volume de ses échanges avec les pays arabes, dont un avec l'Iran relatif au commerce de contrepartie, qui permet aux deux pays de payer les biens et services de l'autre partie en nature plutôt qu'en argent. Suivant la même stratégie, Jakarta annonce en septembre la création d'une National Task Force for Local Currency Transactions, visant à réduire sa dépendance à l'égard du dollar américain dans les transactions internationales, tout en promouvant l'utilisation de la *rupiah*. Cette initiative correspond par ailleurs au consensus établi plus tôt cette année par les pays de l'ASEAN pour favoriser l'usage des monnaies nationales dans les transactions régionales. L'Indonésie a déjà signé des accords avec la Malaisie et la Thaïlande,

²⁷ Laila Afifa, « Indonesian Navy Sends Warship to Monitor Chinese Vessel in North Natuna Sea », *Tempo.co*, 14 janvier 2023.

²⁸ Nana Shibata et Ismi Damayanti, « Indonesia GDP growth slows to 4.94% in Q3 as export decline », *Nikkei Asia*, 6 novembre 2023.

²⁹ Stefano Sulaiman, « Indonesia's president launches carbon emissions credit trading », *Reuters*, 26 septembre 2023.

³⁰ Yvette Tanatamal, « Indonesia advances OECD membership bid on sidelines of UNGA », *The Jakarta Post*, 20 septembre 2023.

mais aussi avec le Japon, la Corée du Sud et la Chine. Cette politique d'intensification de l'usage de la *rupiah* s'aligne par ailleurs avec les efforts de dédollarisation envisagée par les BRICS, dont la nouvelle banque de développement pourrait s'avérer un soutien utile à la substitution de la *rupiah* comme moyen de paiement.

Cette politique converge avec des mesures protectionnistes ponctuelles, comme la publication d'un amendement de la réglementation 50/2020 du ministère du Commerce visant à interdire les transactions commerciales sur les plateformes de réseaux sociaux considérées comme préjudiciables aux MPME indonésiennes³¹. Le réseau chinois *TikTok*, pour lequel l'Indonésie recense plus de 125 millions de comptes, est particulièrement impacté, avec le retrait de la fonction *Tiktok Shop*³². Protectrice sur le commerce en ligne, Jakarta est au contraire peu interventionniste pour soutenir les productions de base, comme celles des denrées agricoles. Elle fait par exemple face à un tel déficit de riz qu'elle prévoit d'augmenter ses importations de riz du Cambodge à 250 000 tonnes par an³³.

La transition énergétique au cœur du plan de développement

L'Indonésie souhaite jouer un rôle moteur dans la transition énergétique mondiale, grâce à ses riches ressources en minerais, indispensables à la confection des batteries qui alimenteront les véhicules électriques de demain. Les 27-28 juillet à l'occasion d'une rencontre entre Jokowi et Xi Jinping dans la ville chinoise de Chengdu, Jakarta obtient 13 milliards \$ US de promesses d'investissement de la part d'entreprises chinoises. Ces dernières visent à stimuler le secteur des véhicules à nouvelles énergies et les villes intelligentes (*smart cities*), dont la construction d'une usine de verre qui produira également des panneaux solaires³⁴ – la plus grande centrale solaire flottante de l'ASEAN est par ailleurs inaugurée en novembre par Jokowi, sur le réservoir de Cirata (Purwakarta, Java Ouest)³⁵. Les 10 et 11 septembre, Jokowi se rend au sommet du G20 à New Dehli, où il met en avant les efforts de l'archipel pour réduire la déforestation et l'émission des gaz à effet de serre. Il y signe le plan Just

³¹ Sebastian Strangio, « Indonesia Bans E-Commerce on Social Media Networks », *The Diplomat*, 29 septembre 2023.

³² Sebastian Strangio, « TikTok Culls Social Media Business Platform in Indonesia », *The Diplomat*, 5 octobre 2023.

³³ « Indonesia to Import 250,000 Tons of Rice from Cambodia », *Jakartaglobe*, 4 septembre 2023.

³⁴ Erwida Maulia, « Jokowi bags \$13bn in investment pledges after meeting with Xi », *Nikkei Asia*, 28 juillet 2023.

³⁵ Ismi Damayanti, « Indonesia launches Southeast Asia's "largest" floating solar plant », *Nikkei Asia*, 9 novembre 2023.

Energy Transition Partnership (JETP), qu'il avait présenté au sommet du G20 à Bali en 2022 et qui s'adosse au présupposé que les gouvernements doivent collaborer avec le secteur privé afin d'accroître l'investissement pour une transition verte.

Les objectifs indonésiens de développement de la filière électrique s'appuient sur l'extraction et l'approvisionnement en minerais, mais aussi sur les industries d'aval. Ainsi, avant même la tournée africaine estivale de Jokowi, motivée par la recherche de nouveaux marchés d'exportation pour l'huile de palme et l'accès à des minerais complémentaires pour la transition énergétique, le gouvernement interdit en juin l'exportation de bauxite – permettant d'obtenir de l'aluminium – afin d'en favoriser le raffinage et la transformation au niveau national. En réaction, l'industrie minière réclame des mesures pour compenser l'impact de l'interdiction, prévenant contre le risque d'une perte d'un millier d'emplois et soulignant les limites de la capacité des fonderies existantes pour transformer la bauxite³⁶.

En avril, le président indonésien et le chancelier allemand Olaf Scholz signent en Allemagne 19 accords en faveur de collaborations inter-entreprises dans les domaines de la transition énergétique et de l'innovation³⁷. En juillet, c'est avec le Premier ministre australien Anthony Albanese que Jokowi s'entretient à Sydney, afin de signer un plan d'action sur le traitement des minerais critiques (nickel indonésien et lithium australien)³⁸. Le même mois, la ministre des Affaires étrangères Retno Marsudi et son homologue portugais João Gomes Cravinho mettent l'accent sur la coopération pour les énergies renouvelables, alors que les investissements portugais dans le pays ont augmenté de 2 000 % entre 2019 et 2022³⁹.

Si l'horizon de la transition est activement visé, la poursuite des projets de production énergétique conventionnelle reste au premier plan. Le secteur pétrolier et gazier a généré en 2022 plus de 18 milliards \$ US de recettes⁴⁰. Dès janvier 2023, la compagnie SKK Migas indique qu'elle forera 57 puits d'exploration supplémentaires durant l'année, une augmentation de 90 % par rapport à 2022. Concernant le charbon, le ministère de l'Énergie et des Ressources minières et la compagnie

³⁶ Aditya Hadi, « Bauxite miners want price floor to lessen pain of export ban », *The Jakarta Post*, 13 juin 2023.

³⁷ Dewi Elvia Muthiariny et Petir Garda Bhwana, « Indonesia Signs 19 Partnership Deals in Hannover Messe 2023 », *Tempo.co*, 17 avril 2023.

³⁸ « Partnership in critical minerals », *The Jakarta Post*, 6 juillet 2023.

³⁹ Yvette Tanamal, « Indonesia, Portugal strengthen renewable energy cooperation », *The Jakarta Post*, 25 juillet 2023.

⁴⁰ Riri Ranggasari et Laila Afifa, « SKK Migas: Oil, Gas Upstream Sector Generated Rp269tn State Revenue in 2022 », *Tempo.co*, 19 janvier 2023.

nationale d'électricité PLN conviennent du maintien des centrales à charbon en activité jusqu'à la fin de leur période d'exploitation. Les centrales à charbon ayant une durée de vie de 30 à 40 ans, ce schéma contrevient à une potentielle sortie du charbon d'ici 2050.

Sinuosités sociopolitiques : dérégulations, avancées mémorielles et faillites sécuritaires

Ouverture spectaculaire d'un processus mémoriel, stagnations sur les droits humains

Le 16 juin, les Pays-Bas reconnaissent le 17 août 1945 comme jour officiel de l'Indépendance indonésienne. L'ancien occupant maintient toutefois que le transfert de souveraineté n'a eu lieu que le 27 décembre 1949, ce qui empêche de qualifier les actes du gouvernement néerlandais de 1945 à 1950 comme actes d'agression et d'occupation⁴¹.

Cette année a par ailleurs surpris par un ensemble d'avancées remarquables sur le travail mémoriel relatif aux droits humains. Dès le 16 août 2022, Jokowi avait reconnu la responsabilité de l'État dans 12 affaires de violations graves des droits humains entre 1965 et 2003, et s'était engagé à initier un processus, non judiciaire, de reconnaissance et de réparation des droits des victimes⁴². Ces affaires incluent la purge anti-communiste de 1965-1966, les disparitions forcées d'activistes prodémocratie en 1997-1998, ou encore les fusillades de Wasior (Papouasie occidentale) en 2001.

Le 16 mars 2023 est adopté un décret présidentiel visant à rétablir la citoyenneté des personnes dont les passeports ont été révoqués dans les années 1960 pour leur lien présumé avec le Parti communiste indonésien (PKI). En juin, le processus de résolution est officiellement initié. Le 28 août, le ministre des Affaires politiques, légales et sécuritaires, Mahfud MD, et le ministre des Droits humains, Yasonna Laoly, se rendent à Prague afin de rencontrer les exilés et de discuter du programme de compensation des victimes. L'initiative, bien qu'encourageante, est critiquée par nombre de groupes de la société civile, qui regrettent que le rapport de

⁴¹ Laila Afifa, « Dutch PM Recognizes Indonesia's 1945 Independence Date », *Tempo.co*, juin 2023.

⁴² Sebastian Strangio, « Indonesia's Jokowi Restores Citizenship to Political Exiles », *The Diplomat*, 20 mars 2023.

la Commission nationale des droits de l'Homme soit rejeté depuis près de 20 ans par le parquet général⁴³ et que le gouvernement refuse d'adresser les excuses de l'État aux victimes.

De façon plus ambiguë, le sordide feuilleton qui avait animé l'actualité de 2022, celui du meurtre prémédité par l'inspecteur général de la police Ferdy Sambo de sa propre ordonnance, s'achève avec la condamnation à mort de Sambo. La Commission pour les personnes disparues et les victimes de violence (KontraS) déplore cette résurgence de la peine de mort, à l'encontre de l'appel lancé en 2016 par l'ONU pour rétablir le moratoire.

Enfin, d'autres droits humains ne voient pas d'avancées significatives. L'UNICEF publie en mai un rapport dénonçant une stagnation en matière de lutte contre le mariage infantile, alors que l'Indonésie est le 4^e pays au monde en termes du pourcentage (8 %) de mariages d'enfants (15-18 ans), le plus souvent pour des grossesses involontaires⁴⁴. La Commission nationale sur les violences faites aux femmes (Komnas Perempuan) s'est pour sa part réunie en août pour discuter de 73 régulations locales punissant le non-port du hijab par des sanctions allant de l'expulsion scolaire jusqu'à trois mois de prison⁴⁵. Dans le cas des dispositions les plus polémiques (port du voile pour les étudiantes non musulmanes) le ministre de l'Éducation s'est exprimé pour condamner l'intolérance dans les établissements scolaires.

Une impasse sécuritaire en Papouasie occidentale

Depuis la prolongation de la loi d'autonomie spéciale (Otsus) passée unilatéralement par le gouvernement en Papouasie occidentale en 2021, 2022 a témoigné de violences et tensions chroniques⁴⁶ et la situation n'a cessé de se dégrader en 2023. Le 7 février, l'Organisation pour une Papouasie libre (OPM) prend en otage un pilote néo-zélandais de Susi Air et cinq passagers dans le district de Paro. Le groupe

⁴³ Jessica Washington et Syarina Hasibuan, « Indonesian rights abuse compensation plan fans fears of impunity », *Aljazeera*, 28 juin 2023.

⁴⁴ Dio Suhenda, « Indonesia still decades away from ending child marriage: UNICEF », *The Jakarta Post*, 6 mai 2023.

⁴⁵ Andreas Harsono, « Indonesian Schoolgirls Testify on Mandatory Hijab and Bullying: National Commission Holds First Hearing on Abusive Rules », *Human Rights Watch*, 17 août 2023.

⁴⁶ Gabriel Facal, 2023, « Indonésie. Une projection internationale accrue, des tiraillements internes tenaces », in Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2023. Bilan, enjeux et perspectives*, Bangkok, IRASEC, mars, pp. 217-241.

séparatiste s'oppose à une présumée fourniture d'armes de la Nouvelle-Zélande à l'armée indonésienne (TNI)⁴⁷ et exige que ces armes lui soient remises. L'organisation pose un ultimatum auquel elle renonce au mois de juillet et la situation s'enlise ensuite, l'OPM n'ayant aucun intérêt stratégique à exécuter les otages et les forces armées encourant trop de risques pour intervenir.

Cet enlèvement intervient dans un climat d'escalades des tensions, qui oppose un rythme d'attaques très soutenu par les huit groupes séparatistes papous et la présence toujours plus massive et intrusive des forces armées indonésiennes. Ainsi, en avril, 1 200 soldats indonésiens supplémentaires sont déployés et de nombreux postes militaires sont établis dans les villages, avec comme objectif revendiqué de garantir la sécurité et la stabilité régionale⁴⁸.

Intensification des conséquences de la dégradation environnementale

Une gestion conflictuelle des ressources maritimes et terrestres

Sur le plan environnemental, l'Indonésie formule des discours ambitieux mais les projets souffrent de lenteurs, voire sont en contradiction avec les programmes de développement qui continuent d'être mis en œuvre.

Les 6-8 octobre à Bali, lors du premier Forum des États Archipélagiques et Insulaires (AIS), les 32 pays membres s'accordent sur la nécessité de renforcer leur coopération pour surmonter les effets du changement climatique, en encourageant l'innovation dans la protection des écosystèmes marins et en optimisant le potentiel de l'économie bleue afin de devenir un « pilier de croissance et améliorer le bien-être des populations »⁴⁹. Ces déclarations contrastent avec la réglementation gouvernementale publiée plus tôt en mai, qui ré-autorise les exportations de sable marin, interdites en 2003 à cause de leur impact environnemental. Cette décision est hautement critiquée par diverses associations, qui dénoncent une répercussion potentielle sur la disparition de petites îles et sur la dégradation des ressources

⁴⁷ Ricky Mohammad Nugraha et Laila Afifa, « Separatist Group in Papua Reveals Reason Behind Pilot Hostage Situation », *Tempo.co*, 10 février 2023.

⁴⁸ Dewi Elvia Muthiariny et Petir Garda Bhwana, « Indonesian Military Deploys 1,200 Soldiers to West Papua, Southwest Papua », *Tempo.co*, 18 avril 2023.

⁴⁹ « The 1st Archipelagic & Island States Youth Conference 2023 » (<https://www.aisforum.org/aisyouthconference2023>).

halieutiques. Jokowi justifie cette décision en soulignant le potentiel d'augmentation des revenus de l'État et nie tout impact écologique négatif⁵⁰.

Dans ces dysfonctionnements les lobbies exercent un poids conséquent et ils sont soutenus par le gouvernement au travers de stratégies de diplomatie économique conjointes. L'huile de palme en est une illustration forte. En février, le ministère de l'Agriculture menace de poursuivre en justice l'Organisation mondiale du commerce suite à l'adoption par l'UE en décembre 2022 d'un règlement interdisant les ventes et importations de matières premières liées à la déforestation, dont l'huile de palme⁵¹. Ce dossier est au cœur des discussions entre les responsables indonésiens et les députés européens qui se rendent dans l'archipel les 19-21 juin 2023 – tablant sur les négociations en cours sur un accord de libre-échange entre les deux parties.

Pour faire pression sur l'Europe, Jakarta s'efforce de s'allier avec le voisin malaisien. En janvier, dans le cadre du Conseil des pays producteurs d'huile de palme (CPOPC), des accords sont conclus pour « accroître le marché de l'huile de palme et lutter contre la discrimination à l'égard de l'huile de palme »⁵². Les dirigeants des deux pays s'accordent de nouveau en juin pour faire bloc sur ce dossier, à l'occasion d'une signature historique mettant fin à des différends frontaliers maritimes dans le détroit de Malacca et la mer de Célèbes⁵³. Enfin, le 13 octobre l'Indonésie lance sa propre bourse pour l'huile de palme brute (CPO), avec pour objectif l'amélioration de la transparence des prix sur son territoire et, à long terme, la concurrence des deux références de prix utilisées dans le monde.

Les intérêts économiques de l'huile de palme invisibilisent les considérations environnementales et outrepassent les questions sociales et les droits humains. Les différends entre les sociétés de plantation et les communautés locales concernant les droits fonciers sont la cause la plus fréquente des conflits agraires en Indonésie, représentant 37 % des 1 023 conflits enregistrés en 2022. Cette année encore, la Commission nationale des droits humains (Komnas HAM) enquête sur un tir mortel

⁵⁰ Ananda Teresia et Bernadette Christina, « Boon for Singapore as Indonesia scraps ban on sea sand exports », *Reuters*, 29 mai 2023.

⁵¹ Dewi Elvia Muthiariny et Mahinda Arkyasa, « Agriculture Ministry Preps Big Data on Oil Palm Plantations, Readies to Sue EU », *Tempo.co*, 27 février 2023.

⁵² Ririe Ranggasari et Mahinda Arkyasa, « Jokowi, Anwar Ibrahim Ready to Fight Oil Palm Discriminations », *Tempo.co*, 9 janvier 2023.

⁵³ Yvette Tanamal, « Indonesia, Malaysia renew commitment to fight palm oil 'discrimination' », *The Jakarta Post*, 8 juin 2023.

survenu dans le village de Bangkal contre un villageois protestant contre une entreprise d'huile de palme⁵⁴.

Emballement des dérèglements et intensification des catastrophes

Les catastrophes liées à l'action humaine, via les écocides (brûlis incontrôlés, saturations de pollutions, dégradation des sols et milieux aquatiques) ou le dérèglement climatique, se sont manifestées avec une fréquence et une intensité accrues.

L'archipel a connu ses pires taux d'incendie de forêt depuis 2019, avec près d'un million d'hectares partis en fumée (cf. « Arrêt sur image »). La pollution atmosphérique est aussi générée par les émissions des industries et centrales à charbon situées à proximité des agglomérations. Pour lutter contre ce phénomène le gouvernement est peu contraignant vis-à-vis de ces émetteurs mais il donne en revanche obligation à la moitié des fonctionnaires de Jakarta de travailler à domicile pendant deux mois à compter de fin août, alors que le 9 août, la capitale était arrivée ce jour-là en tête de la liste des villes les plus polluées du monde⁵⁵.

Les saturations de pollution atmosphérique sont cette année aggravées par les sécheresses causées par El Niño. En Papouasie centrale, la région de Puncak Jaya souffre de plusieurs mois de sécheresse, contraignant les habitants à se nourrir de tubercules avariés, causant la mort de six personnes sur les 7 500 touchées par des intoxications alimentaires⁵⁶. Autre conséquence des dérèglements climatiques et comme chaque année désormais, le début de l'année voit des pluies torrentielles s'abattre sur Jakarta, causant l'inondation des routes principales et de dizaines de quartiers⁵⁷. Ces phénomènes contribuent à l'érosion des sols et à des glissements de terrain, le plus important causant la mort de 54 personnes et de nombreux blessés à Natuna (province de l'Archipel Riau)⁵⁸.

Pour lutter contre les catastrophes – plus ou moins directement causées par l'activité humaine – au sein de l'archipel géant, les autorités apparaissent le plus

⁵⁴ Tria Dianti, « Kommas HAM probes fatal shooting of villager protesting palm oil firm », *The Jakarta Post*, 10 octobre 2023.

⁵⁵ Radhiyya Indra, « Jakarta pollution blamed for respiratory problems », *The Jakarta Post*, 13 août 2023.

⁵⁶ Dio Suhenda, « Bad weather impedes aid delivery in drought-hit Central Papua », *The Jakarta Post*, 3 août 2023.

⁵⁷ Dewi Elvia Muthiariny et Laila Afifa, « Jakarta Floods Spread to 28 Neighborhoods, 3 Streets: BPBD », *Tempo.co*, 4 janvier 2023.

⁵⁸ « Update Longsor Natuna: Korban Meninggal Jadi 50 Orang » [Mise à jour sur le glissement de terrain de Natuna : Le nombre de morts atteint 50], *CNN Indonesia*, 14 mars 2023.

souvent dépassées, à l'instar d'une énorme explosion survenue en mars dans la station de stockage de carburant de la société pétrolière et gazière publique Pertamina de Plumpang, à Jakarta Nord. Un incendie se propage dans le quartier résidentiel environnant et provoque la mort de 17 personnes et l'évacuation de 1 085 personnes, sans que la cause de l'explosion puisse être déterminée⁵⁹. À Nias, où le bitume (3 600 tonnes) d'un navire échoué s'écoule depuis février 2023, aucune action n'est entreprise par les autorités pour contenir la marée noire.



La feuille de route diplomatique indonésienne se dessine de plus en plus précisément, alors que l'Indonésie est le premier pays émergent à intégrer le G20 et le premier pays de l'ASEAN à ambitionner l'intégration à l'OCDE. Les orientations de politique intérieure sont, elles, plus sinueuses, représentant une arène de luttes entre des intérêts nombreux et enchâssés. En cette période électorale, les questions religieuses restent toutefois en retrait de l'agenda politique et du débat public et un certain apaisement semble s'être installé depuis la dissolution – un succès de Jokowi – ces dernières années des organisations politisées les plus polarisantes (Hizbut Tahrir Indonesia et Front Pembela Islam).

Les questions environnementales sont encore peu anticipées par le pays, comme le montre le comportement essentiellement réactif des autorités face aux incendies géants qui ravagent l'archipel chaque année et sans que soient anticipées les difficultés qui vont se poser pour l'accès à l'eau, avec les migrations climatiques, le tarissement des ressources minières et en hydrocarbures. L'engagement environnemental est conditionné par la participation citoyenne et, donc, la vitalité de la démocratie, et sur ce point le positionnement des représentants issus des scrutins de 2024 laisse dans l'incertitude.

⁵⁹ Antara et Petir Garda Bhwana, « 1,085 People Seek Refuge due to Pertamina Plumpang Fuel Depot Fire », *Tempo.co*, 5 mars 2023.

Fiche Indonésie

Nom officiel : République d'Indonésie

Capitale : Jakarta

Superficie terrestre : 1 916 907 km², 16 056 îles

Population totale en 2023 (Bureau central des statistiques, BPS) : 278,8 millions hab.

Langue officielle : Bahasa Indonesia (indonésien)

Données politiques

Nature de l'État : république unitaire

Nature du régime : démocratie, régime présidentiel

Suffrage : universel (à partir de 17 ans)

Chef de l'État : président Joko Widodo (2014-2019 ; réélu octobre 2019)

Vice-président : Ma'ruf Amin (depuis octobre 2019)

Ministre des Affaires étrangères : Retno Lestari Priansari Marsudi (depuis octobre 2014)

Ministre de la Défense : Prabowo Subianto (depuis octobre 2019)

Président de l'Assemblée nationale (MPR-RI) : Bambang Soesatyo (depuis octobre 2019)

Échéances : élections législatives et présidentielles en 2024

Indicateurs démographiques et sociologiques

Principaux groupes ethniques (source : Bureau central des statistiques, BPS, est. 2010) : Javanais (40,22 %), Soundanais (15,5 %), Batak (3,58 %), Célèbes (3,22 %), Madourais (3,03 %), Betawi (2,88 %), Minangkabau (2,73 %), Bugis (2,69 %).

Religions (source : Ministère de l'Intérieur indonésien, Kemendagri, 2022) : islam (87,02 %), protestantisme (7,43 %), catholicisme (2,9 %), hindouisme (1,69 %), bouddhisme (0,73 %), confucianisme (0,03 %), et religions autochtones (0,04 %).

Chronologie

JANVIER 2023

- 10 • Le gouverneur de Papua, Lukas Enembe, est arrêté par la Commission d'éradication de la corruption (KPK) pour des transactions financières suspectes, impliquant le directeur de l'entreprise de construction Tabi Bangun Papua, Rijatono Lakka. Des milliers de sympathisants critiquent une criminalisation à charge pour des motifs politiques et protestent à l'aéroport de Sentani, à Jayapura et au quartier général de la brigade mobile de police.
- 14 • Rassemblement de milliers de travailleurs à Jakarta, qui exhortent le Parlement à rejeter la loi n° 2/2022 sur la création d'emplois qui implique, entre autres, la baisse du salaire minimum obligatoire.

FÉVRIER 2023

- 07 • Prise d'otages d'un pilote néozélandais et de cinq passagers d'un vol de la compagnie aérienne indonésienne Susi Air par l'Organisation pour une Papouasie libre (OPM), dans le district de Paro, en Papouasie occidentale.
- 27 • Le ministère de l'Agriculture exprime la volonté du gouvernement de poursuivre l'Organisation mondiale du commerce en justice, suite à l'adoption par l'Union européenne en décembre 2022 d'un règlement interdisant toutes ventes et importations de matières premières liées à la déforestation, dont l'huile de palme.

MARS 2023

- 16 • Adoption d'un décret présidentiel visant à rétablir les droits constitutionnels et civils des exilés politiques chassés dans les années 1960, durant la répression contre les membres ou personnes liées au Parti communiste indonésien (PKI), aujourd'hui exilés. Cette mesure s'inscrit dans une démarche, initiée le 16 août 2022, de reconnaissance des violations historiques des droits humains.
- 29 • La Fédération internationale de football (FIFA) révoque officiellement les droits d'organisation de l'Indonésie pour la Coupe du monde des moins de 20 ans. Cette décision fait suite aux déclarations du gouverneur de Bali, I Wayan Koster, le 14 mars, qui avait rejeté la participation de l'équipe nationale israélienne en raison des agressions menées contre la Palestine.

AVRIL 2023

- 17 • Des habitants de Papouasie occidentale protestent devant le Conseil législatif régional de Maybrat (Papua Sud-Ouest) contre le déploiement de 1 200 soldats indonésiens et l'établissement de postes militaires dans leurs villages.

MAI 2023

- 16 • À la suite d'une cyber-attaque du groupe de hackers LockBit contre la banque Syariah Indonesia le 12 mai, les données personnelles de 15 millions de clients de la banque sont publiées sur le *dark web*. L'entreprise avait refusé de payer une demande de rançon de 20 millions \$ US.
- 26 • La Cour constitutionnelle porte la durée du mandat des dirigeants de la Commission anti-corruption (KPK) de quatre à cinq années. D'aucuns craignent que cette décision ne serve à prolonger le mandat du directeur actuel, Firli Bahuri, qui fait l'objet de nombreuses accusations de violations déontologiques.

JUIN 2023

- 03 • À l'occasion du Dialogue de Shangri-La, le ministre de la Défense Prabowo Subianto propose la création d'une zone démilitarisée entre l'Ukraine et la Russie, un cessez-le-feu sur quinze kilomètres à partir des avant-postes des deux parties, puis le déploiement d'une force de surveillance des Nations unies.
- 16 • Les Pays-Bas reconnaissent – vieille revendication indonésienne – le 17 août 1945 comme le jour officiel de l'indépendance indonésienne. Le gouvernement néerlandais insiste toutefois sur le fait que le transfert de souveraineté n'a eu lieu que quatre ans plus tard, le 27 décembre 1949, et que cette reconnaissance ne modifiera pas les conditions juridiques préexistantes à l'indépendance.

JUILLET 2023

- 14 • Des hackers revendiquent le piratage de données appartenant à la Direction générale de la population et de l'état civil (Dukcapil) du ministère de l'Intérieur et mettent en vente 337 millions de données sur le *dark web*. Le 5 juillet, le groupe de hackers Bjorka avait déjà revendiqué le piratage de 34 millions de données de détenteurs de passeports indonésiens gérées par la Direction générale de l'immigration. Selon la loi du 17 octobre 2022, le gouvernement doit mettre en place un organisme de protection des données privées dans les deux ans.
- 24 • Le ministère de la Santé annonce avoir enregistré une hausse du taux d'obésité parmi la population entre 2013 et 2018 de 15,3 à 21,8 %. Afin d'atteindre l'objectif visé de ramener le taux sous la barre des 3 % d'ici 2030, le gouvernement s'attèle à l'amélioration de l'éducation à la santé et à la surveillance de la nourriture transformée. La malnutrition chronique engendre pour sa part des retards de croissance, affectant 21 % des enfants de moins de 5 ans.
- 27 - 28 • À l'occasion d'une rencontre entre Jokowi et Xi Jinping dans la ville chinoise de Chengdu, l'Indonésie obtient des promesses d'investissement à hauteur de 13 milliards \$ US de la part d'entreprises chinoises. Ces dernières visent notamment à stimuler le secteur des villes intelligentes (*smart cities*) et des véhicules à nouvelles énergies.

AOÛT 2023

- 21 • La moitié des fonctionnaires de Jakarta a obligation de travailler à domicile pendant deux mois dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique. Le 9 août, la capitale était arrivée en tête des villes les plus polluées du monde.
- 22 - 24 • Dans le cadre d'une tournée africaine, le président Jokowi se rend à Johannesburg à l'occasion du sommet des BRICS, relançant les débats autour d'une potentielle intégration de l'Indonésie au groupe. Le dirigeant visite également le Kenya, la Tanzanie et le Mozambique, où il souligne l'importance de la solidarité entre pays en voie de développement dans l'esprit de la conférence de Bandung de 1955.

SEPTEMBRE 2023

- 05 - 07 • L'Indonésie accueille à Jakarta le 43^e sommet de l'ASEAN.
- 13 • Répondant à une revendication de la communauté chrétienne, le nom de *Yesus Kristus* est désormais officiellement utilisé pour désigner Jésus Christ, au lieu de la dénomination coranique *Isa Al-Masih*, utilisé jusqu'alors.
- 29 • Un communiqué du ministère de l'Environnement et des Forêts affirme que la société d'huile de palme PT Kalista Alam, qui avait provoqué des incendies géants il y a huit ans, a payé le 4 septembre une amende de 57,2 milliards de rupiah (3,7 millions \$ US) au ministère de l'Environnement et des Forêts.

OCTOBRE 2023

- 31 • Jokowi reçoit à déjeuner les trois candidats à l'élection présidentielle, Anies Baswedan, Ganjar Pranowo et Prabowo Subianto. Ces agapes sont censées convaincre de la neutralité du Président dans le cadre des élections générales à venir, au lendemain des attaques portées par le PDIP à l'encontre de Jokowi concernant la nomination de son fils comme candidat à la vice-présidence.

NOVEMBRE 2023

- 13 • Joe Biden et Joko Widodo se rencontrent à la Maison-Blanche. Ils conviennent de renforcer leurs relations et de coopérer dans divers domaines tels que le climat, l'énergie et la défense. Les deux dirigeants font évoluer leurs relations vers un « partenariat stratégique global ». Cette décision est similaire à celle prise par les États-Unis à l'égard du Viêtnam en septembre.
- 22 • Les groupes de défense des droits exhortent Jakarta à remplir ses « obligations humanitaires universelles » d'accueil après que 870 réfugiés rohingyas, victimes de persécutions au Myanmar, ont débarqué à Aceh en quatre vagues en l'espace d'une semaine.

- 30 • La commission électorale (KPU) aurait été victime d'un piratage de plus de 250 millions de données personnelles émanant de la liste des électeurs pour les scrutins de 2024.

DÉCEMBRE 2023

- 1^{er} • Lors de la COP28, le président Jokowi appelle à davantage de soutien de la part des pays riches pour aider les pays en voie de développement dans la lutte contre la crise climatique. Il réaffirme l'engagement de l'Indonésie à atteindre zéro émission en 2060, ce qui nécessite plus de 1 000 milliards \$ US.
- 11 • La construction de la nouvelle capitale à Kalimantan entre dans le débat de la campagne électorale, alors qu'Anies Baswedan, candidat, déclare qu'il pourrait y mettre fin s'il était élu.

Portraits



Source : JPNN.com

Gibran Rakabuming Raka, candidat à la vice-présidence

Gibran Rakabuming Raka (1987), fils aîné du président Joko Widodo, grandit à Surakarta (Java Centre), passe ses années de lycée à Singapour, avant de rejoindre en Australie la University of Technology Sydney, jusqu'à l'obtention de son diplôme de gestion commerciale (2010). Réinstallé à Surakarta, il épouse l'ex-reine de beauté de la ville en 2015, avec qui ils ont deux enfants. En 2018 il lance une application de travail par intérim et fonde deux *start-up* de restauration en ligne.

En 2019, Gibran rejoint le parti de son père, le PDIP, pour candidater à la mairie de Surakarta, auparavant dirigée par ce dernier (2005-2012), injectant 30 fois plus de fonds que l'opposition et remportant le scrutin (86,53 % des voix, février 2021). En 2023, alors que Gibran est annoncé comme potentiel vice-présidentiable, par un arrêt du 17 octobre, la cour constitutionnelle modifie l'âge maximal pour candidater, lui permettant de se déclarer comme binôme de Prabowo Subianto. Le fils du Président sortant est un atout pour capter le vote des électeurs de 17-39 ans, qui sont près de 60 % des votants. Lors du second débat de campagne du 22 décembre, centré sur l'économie et opposant les vice-présidentiables, Gibran surprend par son répondant avec un style proche de celui de son père.

Gibran est soutenu par le Parti indonésien de solidarité (PSI), qui invente et promeut le « jokowisme ». Le parti est présidé depuis septembre 2023 par le fils cadet de Jokowi, Kaesang Pangarep, dans la perspective de sa candidature en 2024 à la mairie de Depok, dans la banlieue sud de Jakarta. Le PSI, qui s'auto-définit comme un parti « de jeunes », défend une nomination des gouverneurs directement par le Président, telle qu'elle avait cours durant l'Ordre nouveau. Ce changement de cap du PSI, initialement pro-démocrate étonne, autant que le Ralliement à la coalition du Parti du peuple prospère (PRIMA, ancien Parti démocratique du peuple [PRD]). Celui-ci est porté par des activistes du mouvement démocratique de 1998,

⁶⁰ Prabowo Subianto (à gauche) et Gibran Rakabuming Raka (à droite), sous la forme de "mignons" (*gemoy*).

dont un grand nombre ont rejoint le cabinet du Président, alors que Prabowo, ex-gendre de Suharto, fut justement poursuivi pour l'enlèvement de militants étudiants à cette époque. Les cas de Gibran, de Pangarep et de l'époux de leur soeur (Bobby Nasution, maire de Medan et qui vise le poste de gouverneur de Sumatra Ouest) relancent les débats sur les dynasties politiques, telles qu'elles prospèrent notamment dans les régions.



© Uchikowati Fauzia

**Uchikowati Fauzia,
Œuvrer pour la « réconciliation culturelle » après 1965⁶¹**

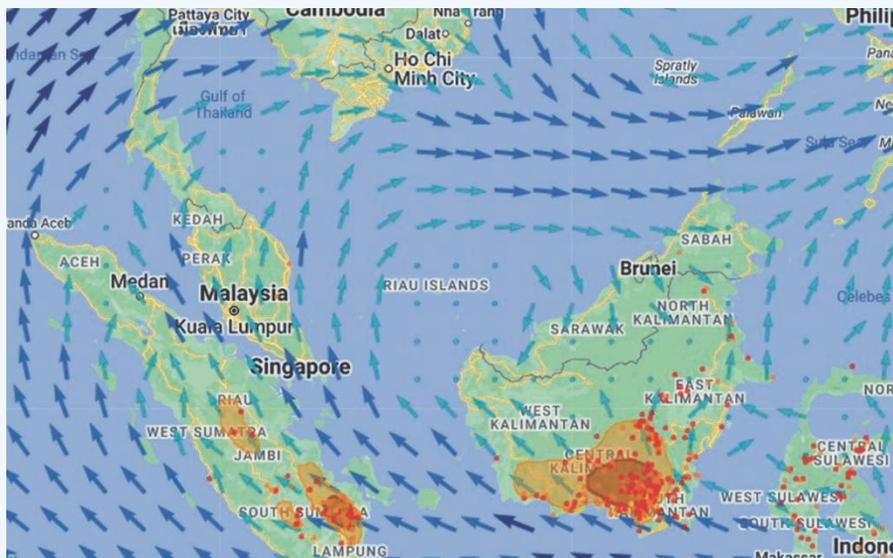
Uchikowati Fauzia, connue sous le nom d'Uchi, est issue d'une famille de prisonniers politiques sous le régime de l'Ordre nouveau (1966-1998). Âgée d'à peine 13 ans lorsque ses parents furent brutalement emprisonnés en raison de leur affiliation au Parti communiste indonésien (PKI), Uchi fut forcée d'abandonner l'école et de travailler pour subvenir aux besoins de ses jeunes frères et sœurs, gardant l'identité de sa famille secrète.

Après la chute de Suharto en 1998, malgré les échecs de la tentative de réconciliation du président Abdurrahman Wahid en 2000, elle garde l'espoir que le gouvernement indonésien reconnaisse les atrocités du passé. Dans cette perspective, le processus de reconnaissance et de réparation des droits des victimes, engagé par Jokowi en 2022 et qui se concrétise en 2023, donne un nouveau souffle aux initiatives d'Uchi. Son engagement en faveur de la réconciliation plutôt que d'une demande d'excuses, de procédures de pénalisation, ou de demande d'indemnisation, converge avec le processus de réparation non judiciaire initié par l'État.

Elle est devenue une voix qui compte pour la mémoire de 1965-1966 grâce à Dialita, une association composée principalement de femmes, fondée en 2011 pour mener des activités sociales en faveur de ceux qui ont souffert de la tragédie. Le groupe organise une chorale, avec des chansons composées par des victimes des tueries, des survivants et d'anciens prisonniers.

⁶¹ Ce portrait a été rédigé par Gloria Truly Estrelita (cf. <https://altersea.hypotheses.org/warisan-ingatan>).

Arrêt sur image



Incendies (rouge), concentrations de *haze* (orange) et circulation des vents en saison sèche (flèches), le 29 septembre 2023

Source : Asean Specialised Meteorological Centre, <http://asmc.asean.org/home/>

En 2023, un million d’hectares de forêts ont brûlé (chiffres les plus élevés depuis 2019), notamment sur les concessions de compagnies exploitant des palmiers à huile et bois de pulpe à Kalimantan et Sumatra. La plupart des compagnies sont identifiées comme responsables récurrentes de feux depuis des années, mais les amendes qui leur sont infligées sont rarement honorées et encore trop peu dissuasives⁶². En août-octobre 2023, les feux sont intensifiés par les sécheresses provoquées par El Niño : les fumées atteignent la Malaisie et Singapour, provoquent le décret d’états d’urgence et contraignent à des annulations de vols aériens.

Les autorités indonésiennes affirment que le taux de déforestation du pays a continué à diminuer pour la quatrième année consécutive grâce aux politiques de protection qu’elles ont mises en œuvre (dont notamment des efforts pour prévenir et

⁶² Hans Nicholas Jong, « As fire season worsens, Indonesian activists report for companies for burning », Mongabay, 1^{er} novembre 2023.

combattre les incendies de forêt et le renforcement de l'application de la législation contre les dégradations de l'environnement). Mais ces chiffres font l'objet d'une controverse de longue date, le gouvernement ne comptabilisant pas, entre autres, les exploitations industrielles dans les chiffres de la déforestation.